

La vulgarisation à la recherche des modèles de développement agricole et rural

Goussios D.

La vulgarisation agricole dans les pays de la Méditerranée du nord-est

Montpellier : CIHEAM
Cahiers Options Méditerranéennes; n. 2(2)

1995
pages 3-5

Article available on line / Article disponible en ligne à l'adresse :

<http://om.ciheam.org/article.php?IDPDF=CI01.09.85>

To cite this article / Pour citer cet article

Goussios D. **La vulgarisation à la recherche des modèles de développement agricole et rural.** *La vulgarisation agricole dans les pays de la Méditerranée du nord-est.* Montpellier : CIHEAM, 1995. p. 3-5 (Cahiers Options Méditerranéennes; n. 2(2))



<http://www.ciheam.org/>
<http://om.ciheam.org/>

La vulgarisation à la recherche des modèles de développement agricole et rural

Dimitris Goussios
Université de Thessalie (Grèce)

Dans le nord-est de la Méditerranée, les frontières qui ont délimité l'Est et l'Ouest pendant plus de quarante ans constituaient aussi la ligne de démarcation entre deux mondes agricoles correspondant à deux agricultures différentes : l'une collectivisée, l'autre basée sur la propriété foncière de l'exploitation agricole familiale. De part et d'autre de cette ligne, abrités derrière leurs frontières, les Etats nationaux ont expérimenté des modèles de développement agricole propres à chacun des deux blocs et dont la diversité dans l'adaptation relève plutôt des différences dans les modalités et le degré d'intervention de ces Etats dans l'agriculture.

Ces différences radicales, qui se manifestaient récemment encore dans les structures et les politiques de développement agricole, tendent aujourd'hui à s'atténuer à la suite des événements survenus dans les pays de l'Est en 1990 et grâce à l'intégration plus ou moins accélérée de ces agricultures nationales du nord et du sud des Balkans à un marché de plus en plus concurrentiel et mondialisé. En effet, l'ensemble de ces pays, actuellement en transition vers des politiques de développement agricole plus libérales, est de plus en plus confronté aux mêmes problèmes que ceux rencontrés par les agricultures d'autres pays (GATT, saturation des marchés agricoles, filières agro-alimentaires).

Tenant compte du poids de ce passé récent et dichotomique d'une part et, d'autre part, des prémices de l'évolution « homogénéisante » qui est aujourd'hui à l'origine des transformations et des mutations importantes s'opérant dans les agricultures de l'ensemble des pays balkaniques, le séminaire de Volos sur le rôle de la vulgarisation agricole dans cette région géographique, s'est centré sur :

- les héritages du passé dans le fonctionnement des systèmes de vulgarisation en tant qu'instruments d'intégration de l'agriculture ;
- les tendances conduisant à une transformation des systèmes et des politiques de vulgarisation, dues à la dynamique même du marché et du secteur privé, ou à la volonté propre du secteur social et de l'Etat, dans le cadre de la recherche de nouveaux modèles de développement agricole.

Tout au long du séminaire, les communications portant sur l'organisation et le fonctionnement des systèmes de vulgarisation ainsi que sur l'application des politiques ont fait surgir des similitudes et des constats applicables à l'ensemble des pays balkaniques quant au rôle de l'Etat et des agriculteurs dans la vulgarisation :

- dans ces pays, l'Etat a joué un rôle unique et dominant dans la conception et la mise en place des systèmes et des politiques de vulgarisation ;
- les politiques de vulgarisation n'ont été que l'instrument de l'intégration de l'agriculture à l'économie nationale, selon des plans élaborés « par en haut » ;
- les agriculteurs n'ont été que les simples récepteurs, voire les exécutants, des conseils et des projets à appliquer.

Le processus conduisant à des relations plus directes entre les agriculteurs et le secteur privé qui ne passent pas par des organisations professionnelles est favorisé par les insuffisances organisationnelles des agriculteurs dans le cadre des rapports Profession/Etat.

Il est aujourd'hui accéléré par les difficultés que rencontrent ces pays dans la conception et la mise en place d'un nouveau système de vulgarisation, voire de nouveaux rapports entre Etat et agriculteurs. Or, ce sont ces systèmes qui pourraient soutenir plus efficacement l'agriculture face aux nouvelles conditions de développement et à l'intégration au marché mondial. Le manque traditionnel d'organisations professionnelles d'agriculteurs dans ces pays qui se reflète dans la nature des rapports qu'ils entretiennent avec l'Etat, rend difficile toute tentative visant à les responsabiliser au moins en partie. Il s'agit pourtant d'une des conditions pour qu'ils jouent un rôle plus participatif dans le cadre de la libéralisation des marchés et pour qu'ils acceptent les impératifs d'un développement plus durable.

C'est ce qui explique que, dans le nouveau contexte induit par l'intégration des agricultures nationales au marché mondial sous la pression du GATT, la recherche de nouveaux systèmes de vulgarisation et, tout particulièrement le transfert de technologie, restent, dans les pays balkaniques, du ressort de l'Etat et/ou des firmes privées. Lorsqu'on observe des cas originaux qui vont à l'encontre de cette tendance, il ne s'agit que d'initiatives et de processus informels et spécifiques au monde méditerranéen qui sont difficilement intégrés et soutenus par le secteur public.

Par conséquent, même aujourd'hui, le rôle de l'Etat reste déterminant dans le processus de transformations en cours qui touche l'agriculture. Devant une telle situation et évolution de l'espace agricole et rural, le problème réside dans le fait que le monde agricole dans ces pays est aujourd'hui dépourvu de structures formelles et d'institutions reconnues qui pourraient prendre le relais de l'Etat et être un véritable intermédiaire entre celui-ci, les agriculteurs et les nouveaux partenaires de développement émanant du secteur privé.

Ces Etats traditionnellement centralisés peuvent-ils se charger de la restructuration du monde agricole et rural dans les nouvelles conditions locales nationales et internationales ? Cette question sera abordée dans la deuxième partie de ce séminaire, alors que la première partie analyse la situation et les difficultés des pays méditerranéens à économie de marché.

